

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Préfecture de la Somme  
Direction des Affaires Juridiques et de  
l'Administration Locale  
Bureau de l'Administration Générale et  
de l'Utilité Publique

Mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
S.C.E.A. THUILLIEZ à SENLIS-LE-SEC

**ARRETE DU** 19 MAI 2015  
La Préfète de la Région Picardie  
Préfète du département de la Somme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Mme Nicole KLEIN Préfète de la Région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 février 2004 à la société SCEA THULLIEZ sur le territoire de la commune de Senlis-Le-Sec à l'adresse suivante Parcelle cadastrée ZE n°11 concernant notamment la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 09 février 2004 susvisé qui dispose : « *Les accès à l'exploitation doivent être limités en fonction des besoins normaux et garantis par une barrière mobile, de manière à interdire l'accès à la carrière à tout véhicule étranger à l'entreprise.*

*L'accès de toute zone dangereuse et du carreau de la carrière est interdit par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent, qui est continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle est régulièrement surveillée et entretenue aux frais de l'exploitant.*

*Des pancartes placées d'une part sur le chemin d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées signalent le danger.*

*En dehors des périodes ouvrées, l'établissement est fermé à clef. Des pancartes rappellent l'interdiction de pénétrer.*

*L'exploitant met en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.*

*Les éventuels aménagements particuliers des voiries départementales et communales sont laissés à la discrétion des services départementaux de l'équipement. La contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales. » ;*

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 30 mars 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 07 octobre 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- ♣ *Absence de barrière interdisant l'accès à la carrière et impossibilité de fermer à clef le site en dehors des périodes ouvrées ;*
- ♣ *Absence de clôture solide et efficace interdisant l'accès au carreau et aux zones dangereuses de la carrière ;*
- ♣ *Absence de pancarte indiquant le danger*
- ♣ *Absence de panneau indiquant l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté ;*

Considérant que ces constats ont déjà fait l'objet d'une demande à l'exploitant par le courrier de suite du 12 juin 2008

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SCEA THULLIEZ de respecter les prescriptions dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme

## ARRETE

**Article 1** – La S.C.E.A. THULLIEZ, exploitant une installation de carrière de marnage sise Parcelle cadastrée ZE n°11 sur la commune de Senlis-Le-Sec, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 9 février 2004 dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté :

➤ Article 28 mise en place de :

- ♣ *bornes pour délimiter les périmètres de la carrière et maintien en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.*

➤ Article 29 mise en place de :

- ♣ *Une barrière à chaque entrée interdisant l'accès à la carrière et fermant à clef interdisant l'accès au site en dehors des périodes ouvrées ;*
- ♣ *Une clôture solide et efficace interdisant l'accès au carreau et aux zones dangereuses de la carrière ;*
- ♣ *Des pancartes indiquant le danger autour du périmètre clôturé ;*
- ♣ *Un panneau, visible de chaque entrée, indiquant l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté ;*

➤ Article 30 produire :

- ▲ *un plan à l'échelle 1/2500e. Sur ce plan sont reportés :*
- *les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, les bords de la fouille,*
  - *les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs,*
  - *les zones remise en état,*
  - *la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.*

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Une copie en deux exemplaires est adressée à l'inspecteur des installations classées à chaque mise à jour.

➤ Article 31 :

- ▲ *Les matériaux de découverte sont conservés en intégralité et stockés sous forme de merlons de 2 mètres de hauteur en vue de leur utilisation pour la remise en état du site.*
- ▲ *Les terres végétales constituant l'horizon humifère issues du décapage sélectif sont obligatoirement stockées à part des autres matériaux de découverte et réutilisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux.*

**Article 2 –** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 –**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

**Article 4 –**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de SENLIS-LE-SEC, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.C.E.A. THUILLIEZ.

Amiens le 19 MAI 2015

Pour la préfète et par délégation  
Le secrétaire général

  
Jean-Charles GERAY

